

L'Éducation aux temps du coronavirus, par **Stéphane Bonnery** Professeur en sciences de l'éducation à l'Université Paris-VIII Vincennes Saint-Denis et membre de l'équipe de recherche CIRCEFT-ESCOL. et **Etienne Douat** Agrégé des Facultés de Droit, Professeur à l'Université de Montpellier 1 chercheur à l'Institut de Droit Européen des Droits de l'Homme (IDEDH, UMR-CNRS). La Dispute, sept. 2020

Quelle lecture peut-on avoir de ce qui s'est passé durant le confinement ? Est-ce un accident ou le résultat d'une politique ? Un moment exceptionnel ou l'accélérateur de politiques déjà bien introduites ? Stéphane Bonnery (Paris 8 Escol) et Etienne Douat (Gresco, Poitiers) livrent aujourd'hui un ouvrage (L'éducation aux temps du coronavirus, La dispute) qui est la première lecture sociologique de ce qu'a vécu l'école depuis mars 2020. Il rend justice aux enseignants qui ont tenu le fil scolaire avec les familles durant ces longs mois. Et il explique comment un virus a interagi avec des choix de société pour produire une montée des inégalités avec laquelle l'École doit maintenant se débattre.

Ci-dessous, deux articles publiés par l'OZP, Observatoire des Zones Prioritaires, relayant les points de vue sur cet ouvrage de François Jarraud pour le café pédagogique et du site touteduc.fr.

Une lecture sociale d'un événement sanitaire

" L'ambition initiale d'un projet élaboré en quelques jours, portée par une sorte de « réflexe » de chercheur, a été de substituer à la sidération liée à l'irruption de la pandémie du coronavirus au mois de mars, la volonté d'essayer de comprendre la situation et d'examiner ce que cette séquence – telle qu'elle a été façonnée par un ensemble de choix politico-économiques et un certain type d'organisation sociale - a « fait » aux processus d'apprentissage, aux familles, aux élèves, au monde étudiant, aux enseignant.e.s, aux conseillers principaux d'éducation (CPE) mais aussi au personnel administratif". Stéphane Bonnery et Etienne Douat expliquent l'angle particulier que prend leur ouvrage.

" Ce n'est pas en soi le virus qui a créé du « décrochage » et plongé des élèves, des étudiant.es et leur famille dans la difficulté, le malentendu ou le désarroi pour poursuivre leurs apprentissages", écrivent S Bonnery et E Douat. "Ce qui contribué à construire et façonner « leurs » problèmes ou les a « coincés », en hypothéquant l'avenir scolaire ou universitaire d'une partie d'entre eux, est pour une large part le produit des conditions dégradées, désormais structurelles, du système d'enseignement public en France... Et l'accentuation des difficultés voire le « blocage » d'une partie des élèves et de la population étudiante à l'heure de la pandémie a été finalement aussi, et plus généralement, le résultat d'une politique de non-mixité sociale, de « renoncement » plus ou moins implicite selon les périodes à la démocratisation scolaire, d'externalisation hors de l'école des enjeux d'apprentissage et de remédiation. Et ces logiques à l'oeuvre depuis des décennies ne relèvent pas seulement d'une forme d'abandon, mais aussi de l'organisation rationnelle de l'élimination sociale, par la mise en place volontaire de conditions d'études inégales selon les classes sociales qui fréquentent les établissements ou qui y sont recrutées".

Innovation et système éducatif

L'ouvrage s'attache à soutenir cet axe à travers une succession d'articles. Ainsi Fabienne

Montmasson-Michel (Gresco, Poitiers) étudie ce qui s'est passé à l'école primaire. " Les enquêtés et les enquêtées sont unanimes : il y a eu bien plus de discontinuité que de « continuité pédagogique » pendant le confinement. Premièrement, parce que l'équipement et les savoir-faire numériques des familles ont pu faire défaut et, deuxièmement, car il n'est pas possible de faire correctement la classe sans les espaces et le matériel de l'école et sans une relation pédagogique de proximité". D'où les élèves perdus de vue et souvent "rattrapés" par les enseignants à travers des stratagèmes.

" Ce que montre le moment du confinement tel que cette enquête le donne à voir, c'est que non seulement ces enseignants et ces enseignantes ont fait preuve d'un engagement irréprochable dans leur mission d'agents de l'État, en mobilisant des ressources pédagogiques et réflexives cruciales pour l'école d'aujourd'hui, mais en plus, ils ont montré leur conformité aux injonctions les plus pressantes de l'institution. Ils ont réagi très vite à une situation d'urgence sans oublier de réfléchir, ils ont manié le numérique et se sont montrés innovants en réinventant leurs pratiques. Ils se sont révélés inclusifs en adaptant leurs propositions aux situations de leurs élèves et de leurs familles et n'ont cessé de différencier et d'ajuster leurs propositions pédagogiques, en travaillant plus que d'ordinaire et en débordant sur leur temps privé. On peut donc penser que si les enseignants ne sont pas assez technologiques, innovants, inclusifs ou experts de la différenciation pédagogique dans leurs pratiques ordinaires, comme cela leur est souvent reproché, c'est peut-être moins pour de supposées représentations inadéquates ou pour une incapacité irréductible au changement, que du fait de leur contexte et de leurs conditions de travail".

Les familles et le bricolage enseignant

Daniel Thin (Lyon 2) se tient du côté des familles populaires en observant les parents d'une école Rep+ de l'agglomération lyonnaise. Il montre à quel point la rupture avec l'école a pu être dramatique pour de nombreuses familles. D'abord celles qui n'avaient pas les outils technologiques pour la continuité pédagogique, de ces élèves qui dorment dans une voiture, aux jeunes en foyer ou simplement aux familles sans imprimante. Mais la scolarisation de l'espace familial a eu aussi des conséquences. " L'irruption de l'école dans le quotidien des familles va générer beaucoup de difficultés pour la plupart d'entre elles. La faible maîtrise du français et de l'écrit va avoir des conséquences plus grandes qu'en temps ordinaire pour les parents concernés qui ne comprennent pas les consignes des enseignants et ne peuvent aider leurs enfants face à des activités scolaires en plus grand nombre... Plus généralement, le faible capital scolaire des parents entrave les possibilités pour les parents d'encadrer l'activité scolaire quotidienne. Ces difficultés ne sont pas nouvelles, mais elles s'actualisent avec plus d'acuité lorsqu'il ne s'agit plus seulement du travail scolaire du soir, mais de tenter de suivre une activité scolaire plus conséquente et que les enfants n'ont pas préparée en classe avec leur enseignant". Au final, " ce ne sont pas les consignes et les outils (partiellement défaillants) de l'institution qui ont permis que se maintienne un lien scolaire (peut-être plus sûrement qu'une « continuité pédagogique »), mais le bricolage dévoué des enseignants en même temps que la mobilisation des familles (en tout cas une partie d'entre elles) y compris dans les quartiers populaires."

Une analyse institutionnelle

Laurent Frajerman (CHS Paris 1) lit la période du confinement au regard de la réorganisation managériale engagée par l'institution scolaire dans le cadre du New Public Management. La crise aurait du faire avancer le contrôle managérial sur les enseignants.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les premières heures où la hiérarchie a multiplié les injonctions et même les réunions." Dans le second degré, des séances plénières ont été improvisées le lendemain, le vendredi, au mépris de la distanciation physique. Des réunions par équipes pédagogiques eussent été utiles, tout comme l'appel au volontariat pour former de petits groupes d'enseignants dédiés à des tâches précises, l'administration se chargeant de les coordonner. Loin de cela, les dispositifs envisagés étaient le plus souvent de type vertical. La hiérarchie ne s'appuie pas sur l'intelligence collective des enseignants, leur souhait que les élèves réussissent. Pourtant, l'adhésion des enseignants à la continuité pédagogique, injonction sans base légale, atteste de cette conscience professionnelle". Finalement les choses sont recadrées.

Alors " beaucoup d'enseignants ont ressenti une forme de collapsus de la hiérarchie, la disparition du cadre de travail produisant des effets en cascade, au moins dans le second degré. Les efforts importants d'adaptation consentis par la profession s'expliquent donc moins par la contrainte externe, institutionnelle que par la contrainte interne (le rapport aux usagers) et la conscience professionnelle. Certains cadres n'ont pas donné de nouvelles, soit en raison de difficultés personnelles, soit parce qu'ils étaient désemparés. D'autres ont entretenu des relations étroites avec les enseignants". La hiérarchie n'avait pas les outils pour suivre les enseignants. " Finalement, on peut estimer que les projets managériaux n'ont pas progressé dans cette séquence, même si certains cas d'emprise hiérarchiques sur les enseignants ont pu être aggravés. Globalement les contradictions de l'administration ont joué, les managers de terrain étant ulcérés par l'irréalisme de nombre de mesures préconisées par le ministère. Surtout, la force syndicale s'est manifestée", écrit L Frajerman.

Stéphane Bonnery et Etienne Douat essaient de tirer les conséquences de cet événement. " Finalement, les chercheurs vont probablement avoir à élucider s'il s'agit d'un changement mineur, d'une disparition tendancielle ou d'une redéfinition profonde de la scolarité unique, en tant qu'objectif de transmission des mêmes savoirs aux enfants de toutes les classes sociales. Car, du 12 mars à la rentrée de septembre 2020, six mois se seront écoulés, sans que n'aient été débattus publiquement ni au parlement les conditions d'une reprise de tous les élèves qui soit durable et en sécurité en cas de nouveau pic de l'épidémie – ce qui ne pouvait passer que par le découpage des classes en sous-groupes, donc le recrutement massif et la formation d'enseignants ainsi que la location de locaux. Faute d'avoir retenu cette hypothèse qui engageait le budget de la Nation à développer les crédits en faveur des services publics plutôt que pour d'autres types de dépenses, il faudra étudier plus précisément, si une nouvelle période de confinement se produit, le sujet du renforcement des fortes inégalités d'acquisitions selon les types de familles".

Ce livre est donc particulièrement important par les éclairages qu'il apporte sur cette période. Il est important aussi parce qu'on se heurte depuis le début au déni de ce qui se passe. L'école a ré-ouvert sans qu'aucune réponse sérieuse ait été apporté aux inégalités scolaires aggravées par la crise , ni même à la façon dont on allait pouvoir faire durer la réouverture. "L'impréparation" dénoncée par de nombreux enseignants en ce moment est aussi une façon de faire avancer un modèle de société.

François Jarraud

Extrait de *cafepedagogique.fr*

Le confinement : l'occasion d'une accélération vers une école "à la carte" (ouvrage collectif). Extrait de *touteduc.fr*.

"Dans le roman de Gabriel Garcia Márquez, L'amour aux temps du choléra, l'épidémie est la toile de fond d'un mal plus invisible, l'insatisfaction d'une passion qui ronge. En sera-t-il de même, avec le coronavirus, s'il devient non plus une métaphore mais le vecteur ou l'occasion d'une restriction réelle des objectifs de l'école unique et du système public d'éducation ?" C'est la question que posent "une quinzaine de chercheur.e.s en sciences sociales dans le domaine de l'éducation" avec l'ambition de "substituer à la sidération liée à l'irruption de la pandémie (...), la volonté d'essayer (...) d'examiner ce que cette séquence a 'fait' aux processus d'apprentissage, aux familles, aux élèves, au monde étudiant, aux enseignant.e.s, aux conseillers principaux d'éducation (CPE) mais aussi au personnel administratif". Stéphane Bonnéry et Étienne Douat ont coordonné L'Éducation aux temps du coronavirus.

Ils soulignent que le virus a révélé les "conditions dégradées, désormais structurelles, du système d'enseignement public" où les précaires sont "de plus en plus sous pression" et les titulaires "tendanciellement malmené.es et usé.es (...) par un empilement de réformes" auxquelles s'ajoute "une politique de non-mixité sociale". De plus, "ce qu'a présupposé la vision enchantée du dispositif 'ma classe à la maison' et de l'enseignement à distance, c'est que toutes les familles, indépendamment de leurs conditions, de leur logement, de leur charge de travail, de leur état de santé, de l'étendue de la fratrie ou de l'anxiété générée par le contexte mondial et national, pouvaient, dès ce lundi 17 mars, être au 'rendez-vous' que les enseignants ont été exhortés à fixer avec (elles)." La séquence "a probablement aussi été saisie comme une occasion d'accélérer et d'amplifier des projets politiques bien antérieurs à la 'crise' (...) d'accroissement de la sélection sociale et d'affaiblissement de l'Éducation nationale."

Voici des extraits significatifs de l'ouvrage.

En maternelle. "L'enquête montre que tous les inspecteurs et les inspectrices de l'Éducation nationale, et leurs équipes de circonscription, ne se sont pas montrés aussi zélés dans le relais des injonctions verticales et autoritaires, et qu'une partie a établi une relation d'aide dans cette crise, appréciée des enseignants : soutenant et accompagnant les directeurs et les directrices, amortissant les injonctions et accordant de la souplesse aux équipes, recommandant à tous et toutes de se reposer pendant les vacances, etc. Mais l'enquête révèle en même temps la fragilité de ce niveau hiérarchique le plus proche des écoles et de leurs acteurs de première ligne, bien souvent court-circuité par des injonctions qui sont arrivées dans les écoles directement des DSDEN et, surtout, des rectorats."

En élémentaire. "L'effet majeur de la fermeture des écoles et de la 'continuité pédagogique', c'est un transfert d'activités de l'espace scolaire à l'espace domestique générant une scolarisation accrue de la vie des familles (...). C'est l'enseignement qui vient organiser la vie de chaque journée, ce sont les préoccupations scolaires qui pénètrent chaque instant de la vie familiale (...). L'investissement parental se traduit souvent par une surcharge d'activité et au bout de quelques semaines, les enseignants décrivent des mères qui sont épuisées et débordées."

Dans le 2nd degré, les CPE. "Le travail qui s'impose est celui d'assurer une assistance

technique à de nombreux parents et élèves en difficulté pour déposer des contenus sur les différentes plates-formes, y accéder, retrouver des mots de passe, renvoyer des documents aux enseignants, etc." Y sont rapidement "associées des tâches de contrôle des élèves (assiduité, rendus scolaire, etc.) (...). Les CPE fabriquent dès les premières semaines tableurs et autres outils numériques afin de repérer et de compter les élèves mal équipés et ceux qui semblent aux 'abonnés absents'. Andréa (LP) fait part de son sentiment d'isolement quand, une semaine après avoir envoyé un tableau de suivi aux enseignants, elle n'a reçu qu'une seule réponse." Mais les professeurs principaux ont alors "commencé à nous demander d'appeler les familles qui répondaient pas, tous les élèves qu'ils n'arrivaient pas à avoir malgré plusieurs appels pour voir ce qui se passait..." Un CPE rapporte : "J'ai eu des mamans qui n'en pouvaient plus qui se sont mises sous antidépresseurs, 'je supporte plus j'abandonne le scolaire. On n'en peut plus, on est lessivées on ne supporte plus ces relations avec nos enfants, on jette l'éponge ! (...)".

Dans les lycées d'enseignement général, "cette période de confinement a servi en quelque sorte de banc d'essai et de tremplin quelque peu inespéré à (la) réforme".

Dans les lycées professionnels : "Parmi les obstacles à la poursuite de la scolarisation, tous ne sont pas spécifiques à l'enseignement professionnel, mais ils s'y révèlent, parce qu'ils s'y trouvent concentrés, avec une puissance particulière (...)". L'utilisation d'outils numériques "suppose des capacités d'organisation et une bonne connaissance de certaines plate-formes dédiées, ainsi qu'un soutien parental informé des nouvelles technologies", très loin de "l'usage ludique des outils numériques dont les élèves (...) sont les plus familier.e.s". Il faut "savoir télécharger des documents, en convertir les formats, les ranger et les classer pour organiser son travail, savoir les déposer dans un espace spécifique, autant de manipulations que les élèves de LP convoquent en réalité relativement peu dans le cadre de leur scolarité ordinaire."

De plus, "faute d'accès aux ateliers et aux entreprises, la formation au bac pro (...) ne peut qu'être incomplète. Tout est prévu pour que cela n'empêche pas la délivrance du diplôme. Cette option politique renvoie cependant à d'autres choix institutionnels précédemment réalisés, qui inscrivent l'enseignement professionnel dans des missions d'accueil et de gestion des flux scolaires, et font de la préparation à l'emploi un objectif secondaire, en CAP comme en bac pro. Dans cette mesure, il paraît difficile d'imputer la dévalorisation des diplômes professionnels, dont le Céreq montre la progression régulière, au seul marché du travail."

L'administration. "La période du confinement a révélé le dysfonctionnement majeur de la structure de management de l'Éducation nationale : la base enseignante est composée de cadres, autonomes, qui se responsabilisent en partie eux-mêmes, sous l'effet de leur conscience professionnelle et du rapport à leurs élèves. Ils sont encadrés par une structure hiérarchique rigide", mais incapable de sanctionner : "Les fonctionnaires d'État encourent peu de punitions (...). Les professeurs n'en profitent pas pour adopter une posture anti-hiérarchique, ils s'adonnent juste à une 'liberté de contrebande', composée de faibles écarts à la norme (...). Lorsque la fermeture des établissements scolaires a été annoncée, la première réaction de la chaîne hiérarchique a été de prolonger le fonctionnement habituel", mais "rien n'était prêt" et "les enseignants ont rapidement bricolé des solutions de secours".

"La campagne médiatique sur les professeurs 'décrocheurs' a révélé en creux l'approximation et la confusion qui régnaient, mais aussi le manque de prise de la hiérarchie sur les enseignants. Alors que le ministre annonçait sur RTL que ces

enseignants feraient l'objet de sanctions, un rétropédalage est opéré 10 jours plus tard. En effet, l'administration était incapable de recenser les cas problématiques (...). Comment installer une surveillance informatique quand on ne fournit pas le matériel aux agents en télétravail ? Comment surveiller des personnels contraints d'utiliser une multitude d'outils extérieurs à la structure ? (...) Le chaos ambiant a généré un flou considérable. Les solutions qui fonctionnaient se situaient à la marge ou même à l'extérieur du système éducatif officiel. La crainte de procédures judiciaires, le risque de voir sa responsabilité engagée a pesé : au-delà des questions sanitaires, la hiérarchie ne pouvait recommander des applications non conformes avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD) ou le droit d'auteur. Il était préférable de tolérer ces applications, en laissant la responsabilité au terrain, ou en produisant des textes non contraignants à ce sujet."

Conclusion : "La tentative d'instrumentation de la crise pour accroître le management et la surveillance enseignante par les corps intermédiaires (chefs d'établissements, inspecteurs de circonscription) et par les outils numériques a échoué dans la période ; du moins au premier temps de la crise, celui du confinement. Car vers la fin de celui-ci, plusieurs indices laissent à penser que le sommet de la pyramide a voulu corriger ce manque d'emprise (...). Le 12 mai, une députée du groupe parlementaire présidentiel a ainsi enregistré un projet de loi pour redéfinir la fonction de directeur d'école primaire afin d'accroître 'leur pouvoir de décision', et un décret du 12 juin a ouvert un nouveau concours de recrutement des chefs d'établissements de l'enseignement secondaire à des managers venant du privé."

"La réduction de la scolarité unique en temps et en contenu aux 'fondamentaux', est complétée d'une incitation à recourir au distanciel, notamment pour les options (la réforme Blanquer du lycée a donné l'exemple). Elle s'accompagne de mécanismes de sélection et d'individualisation des objectifs (...). L'addition de ces logiques pourrait dessiner le scénario d'une école qui transmet moins de commun et incite à des parcours à la carte" et d'une "différenciation très active des objectifs selon les élèves."

Extrait de touteduc.fr.